

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Le-Reseau-Sortir-du-nucleaire-denonce-l>

Réseau Sortir du nucléaire > Presse > Nos communiqués de presse > **Le Réseau "Sortir du nucléaire" dénonce l'interdiction des manifestations dans le cadre de la COP21**

**23 novembre 2015**

# **Le Réseau "Sortir du nucléaire" dénonce l'interdiction des manifestations dans le cadre de la COP21**

**Le Réseau "Sortir du nucléaire" s'indigne de l'interdiction des manifestations prévues dans le cadre de la COP21. Il appelle à s'élever à travers tout le pays, afin de dénoncer les manœuvres destinées à imposer le nucléaire comme solution au dérèglement climatique !**

## **Tristesse et colère suite aux attentats**

Le Réseau exprime sa profonde tristesse face aux attentats ignobles qui ont frappé à Paris et à Saint-Denis ce 13 novembre. Alors que 130 personnes sont mortes et plus de 350 ont été blessées, notre soutien va aux familles et aux proches des victimes.

Mais de ces terribles événements, le pouvoir politique se sert maintenant afin de museler ses opposants lors de la COP21. Nous ne pouvons pas l'accepter !

## **Non à l'interdiction des mobilisations !**

En réaction à ces événements tragiques, le gouvernement a donc décidé d'interdire les manifestations prévues le 29 novembre et le 12 décembre par les associations et ONG. Le Réseau "Sortir du nucléaire" dénonce fermement l'interdiction de ces mobilisations sous prétexte de l'état d'urgence. Ces manifestations non violentes devaient rassembler des dizaines de milliers de personnes du monde entier. Comment le gouvernement peut-il prétendre se battre au nom des libertés et exiger des citoyens qu'ils restreignent leur liberté d'expression ?

L'interdiction de ces mobilisations – qui gênaient déjà le gouvernement avant les attentats – est en fait motivée par des arguments bien plus politiques que sécuritaires. Comment expliquer sinon l'interdiction de mobilisations citoyennes et le maintien d'événements à caractère commercial comme les marchés de Noël, pourtant extrêmement difficiles à sécuriser ? Alors que se multiplient les injonctions à « continuer de vivre », comment peut-on interdire ainsi la tenue d'une mobilisation d'ampleur et porteuse de sens ? Le Réseau "Sortir du nucléaire" appelle les préfets à ne pas céder à

cette logique de « deux poids deux mesures » et à autoriser les rassemblements.

## **Plus que jamais, mobilisons-nous face à l'état d'urgence climatique et contre le nucléaire !**

Dans ce contexte tragique, le message pour le refus des fausses solutions climatiques comme le nucléaire prend plus que jamais toute sa pertinence. Nous ne laisserons pas la COP21 se résumer aux discours officiels. La France prétend protéger le climat et assurer la sécurité des citoyens tout en continuant à acheter du pétrole aux régimes qui financent le terrorisme, et à chercher à leur vendre des centrales... Quelle hypocrisie ! D'autant qu'en prolongeant le fonctionnement de ses réacteurs vieillissants et dangereux, elle fournit des cibles potentielles pour les terroristes. Les risques que le nucléaire, tant civil que militaire, fait courir aux populations, sont totalement inadmissibles.

Plus que jamais, nos combats sont d'actualité. En lien avec la Coalition Climat 21, nous poursuivons les mobilisations, partout et où que nous soyons, pour continuer à faire entendre notre message !

Le Réseau "Sortir du nucléaire" appelle à participer massivement au Village Mondial des Alternatives les 5 et 6 décembre, au Climat Forum à Montreuil et à la Zone Action Climat à Paris du 7 au 11 décembre. Il appelle à manifester partout sur le territoire où ce sera possible entre le 29 novembre et le 12 décembre. Aux côtés de nos partenaires internationaux, nous y porterons haut et fort notre message : le nucléaire ne sauvera pas le climat !

Malgré les manœuvres gouvernementales et la mise en place d'un état d'exception inacceptable, nous continuerons notre lutte contre le plus grand risque industriel et militaire que l'humanité ait jamais produit et dont la France est le plus zélé représentant : le risque atomique.

Contact : 06 38 81 98 06

Chargée des groupes et actions : 07 60 15 01 23